

L'IMMIGRATION FRANCOPHONE EN MILIEU MINORITAIRE : PORTRAIT DE QUATRE MUNICIPALITÉS RURALES¹

Nicole Gallant, Jean-Olivier Roy et Chedly Belkhodja²
Université de Moncton

RÉSUMÉ

En raison de leur situation démographique précaire, certaines communautés rurales francophones en milieu minoritaire souhaitent augmenter l'immigration en leur sein, entre autres pour contrer la diminution et le vieillissement de leur population. Quatre études de cas de municipalités rurales ayant attiré des immigrants ont été effectuées, par le biais d'entrevues semi-directives avec des acteurs locaux et des immigrants, dans le but de savoir de quelle façon on avait orchestré les trois principaux temps de l'immigration que sont l'attraction, l'accueil ainsi que la rétention et l'intégration. Cet article présente la synthèse de ces quatre études, ainsi que les conclusions et recommandations qui en découlent. Nous verrons que, dans les faits, le processus d'attraction cherche davantage à répondre à des besoins économiques que démographiques. Nous constaterons aussi que beaucoup d'acteurs locaux ne voient pas la pertinence de structures d'accueil formelles, ce que déplorent pourtant les immigrants déjà sur place. Enfin, nous verrons que l'intégration des immigrants francophones en milieu minoritaire soulève des questions de délimitation de la communauté d'inclusion.

ABSTRACT

Several rural communities in minority situation are turning toward immigration, to try to stop population decrease and ageing. We have performed case studies within four rural communities which have attracted immigrants. These studies are based on semi-structured interviews with both local actors and immigrants. We aimed to see how the community had organised attraction, welcoming or reception, as well as integration and retention of these immigrants. In this paper, we present a transversal summary of these case studies and try to draw some recommendations from them. We will see that actual attraction is based more on economic interests than demographic ones; that many local actors do not recognise the importance of formal welcoming or reception structures; that francophone immigration in particular raises issues regarding the definition of the community of inclusion.

Introduction

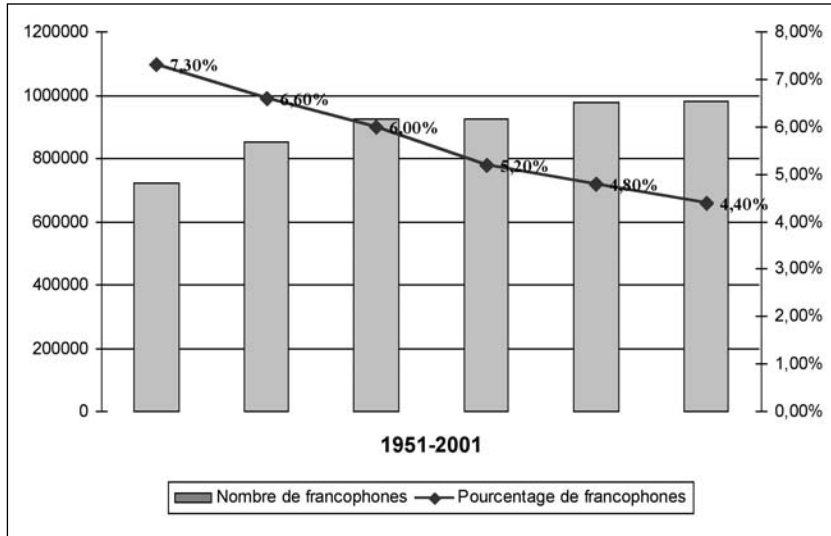
Nombre de communautés rurales francophones hors Québec envisagent de plus en plus l'immigration comme une solution au problème de déclin démographique qu'elles vivent. L'immigration est en effet une des solutions prônées par les organismes représentant les francophones minoritaires du Canada et par les gouvernements³. Plusieurs communautés rurales font déjà appel à l'immigration pour ces raisons⁴, mais, jusqu'ici, l'expérience particulière des communautés francophones minoritaires a été peu communiquée. Pourtant, alors que de plus en plus de communautés comptent se tourner vers l'immigration, il serait opportun pour elles de prendre connaissance de la façon dont d'autres communautés ont procédé, afin de tirer profit de leur expérience. Pour combler ce manque d'information, nous avons donc réalisé quatre études de cas auprès de municipalités rurales en milieu minoritaire de diverses régions du Canada, afin de comparer les processus d'attraction, d'accueil et d'intégration qui ont été mis en œuvre. Afin de brosser un tableau de la façon dont les régions ont traité de la question de l'immigration, nous avons recueilli, dans chacune d'elles, les témoignages d'immigrants et d'acteurs locaux.

Comprendre le phénomène relativement marginal de l'immigration rurale francophone en milieu minoritaire nécessite une connaissance de la situation des francophones hors Québec, ainsi que celle de l'immigration francophone qui y est liée. Après avoir dressé le portrait du contexte dans lequel se déploie l'immigration rurale francophone en milieu minoritaire, nous exposerons brièvement la méthodologie des études de cas, et nous ferons un survol descriptif de chacun des terrains. Puis, nous aborderons les résultats de ces études : nous exposerons les objectifs que poursuivent les différentes municipalités dans leur tentative d'accroître l'immigration francophone. Nous décrirons également les processus mis en place dans ces municipalités afin d'encourager la venue d'immigrants, et d'assurer leur accueil et leur intégration dans la communauté. En conclusion, nous proposerons des pistes d'action et nous ferons quelques recommandations.

La situation de l'immigration francophone en terrain minoritaire

La situation des francophones en milieu minoritaire est complexe, et ce, à plusieurs niveaux. En particulier, ces communautés font face à un problème démographique important, comme le démontre le graphique 1, portant sur l'évolution des populations francophones canadiennes hors Québec de 1951 à 2001. C'est entre autres pour contrer ce déclin

démographique que ces collectivités souhaitent augmenter l'immigration en leur sein.



Graphique 1. Évolution de la population de langue maternelle française, au Canada, sans le Québec

Source : Statistique Canada

Si le nombre de francophones en milieu minoritaire a légèrement augmenté durant ces cinquante années, leur poids démographique par rapport au reste de la population a en effet diminué; il est passé de 7,3 % en 1951 à 4,4 % en 2001. Et, jusqu'à tout récemment, l'immigration avait peu fait pour modifier cette tendance. On note toutefois de récentes initiatives, de la part des communautés francophones ainsi que des gouvernements, démontrant une volonté de transformer ce ratio⁵; en effet, on développe des stratégies visant à « accroître le nombre d'immigrants d'expression française de manière à accroître le poids démographique des communautés francophones en situation minoritaire »⁶. En partie en conséquence de ces efforts, la proportion des immigrants francophones s'établissant en milieu minoritaire est passée de 3,1 % en 2001, à 4,9 % en 2004⁷. Nous avons donc cherché à comprendre comment se déploie concrètement cette immigration rurale en pleine expansion et comment elle est vécue à l'échelle de la communauté.

Méthodologie des études de cas

Pour réaliser cette recherche, quatre terrains d'étude ont été choisis dans différentes provinces canadiennes, selon un principe de diversité

et de représentativité qualitatives⁸. Au moyen d'entretiens semi-directifs⁹, nous nous sommes concentrés sur les propos de deux types de personnes qui jouaient un rôle important dans le processus d'immigration de chacune des municipalités. Nous avons cherché, par ces entretiens, à savoir de quelle façon on avait procédé, et ce, dans les trois axes qui ponctuent en général le processus d'immigration, soit : 1) l'attraction, 2) l'accueil et 3) la rétention et l'intégration.

Les premières personnes interviewées furent les acteurs locaux. Nous avons privilégié des individus qui œuvrent dans les principaux secteurs de la société : nous cherchions donc à nous entretenir avec des représentants du monde municipal, du milieu scolaire, du monde des affaires, des instances religieuses, des organismes communautaires et aussi avec de simples citoyens. Nous les interrogeons sur les stratégies et les pratiques, afin de savoir comment la communauté s'y était prise pour encourager la venue d'immigrants, quel était son degré de planification et quelles structures avaient été mises en place par les différentes composantes de la société. Puis, nous avons bien entendu recueilli les propos des immigrants eux-mêmes. Nos questions aux immigrants portaient sur l'approche qui fut utilisée pour combler leurs divers besoins, sur la façon dont s'étaient construits leurs réseaux sociaux et sur leur perception de leur municipalité d'accueil.

Gravelbourg, Notre-Dame-de-Lourdes, Clare et Brooks : portrait des quatre municipalités en matière d'immigration rurale francophone

Présentation des municipalités

Bien entendu, chaque terrain d'étude présente une situation particulière et, si l'objectif des comparaisons est généralement de faire ressortir les traits communs, cela ne doit pas faire perdre de vue les spécificités contextuelles, qui peuvent éclairer l'analyse des divergences entre les cas. Dans les brefs portraits qui suivent, nous examinerons la situation géographique des municipalités étudiées, leur économie, ainsi que les industries et les institutions qui y sont présentes; le tout complété par un tableau comparatif de données démographiques concernant l'évolution de leur population, et en particulier de leur population francophone. Puisque ces facteurs locaux jouent souvent un rôle dans la question de l'immigration, ce survol nous permettra de comprendre les motivations des acteurs locaux et des immigrants, et de mieux interpréter leur discours. En effet, alors que certains intervenants locaux avancent qu'il serait opportun de dégager un modèle unique, une sorte de guide de l'immigration en milieu rural que pourraient suivre les communautés rurales souhaitant attirer des

immigrants¹⁰, notre étude rappelle plutôt l'importance de ne pas perdre de vue la spécificité des contextes.

Le premier terrain étudié est celui de Gravelbourg, en Saskatchewan, une localité située à 192 kilomètres à l'ouest de Régina. Il s'agit essentiellement d'une région agricole, où l'industrie du blé fut longtemps très florissante. Aujourd'hui, en plus de l'agriculture, on y trouve de petites industries manufacturières qui sont constamment à la recherche de main-d'œuvre. De plus, Gravelbourg est le site du Collège Mathieu, un collège d'études secondaires privé francophone d'une centaine d'étudiants qui attire des immigrants, notamment chez le corps professoral. Cette municipalité bilingue, fière de son histoire, de son activité culturelle et de son architecture a, avec son slogan « un avant-goût d'Europe sur les Prairies », tenté d'attirer depuis quelques années touristes et immigrants.

Notre-Dame-de-Lourdes, au Manitoba, un village situé dans une région agricole à 130 kilomètres à l'ouest de Winnipeg, joue le rôle de point de service pour les fermiers des environs. On y trouve un hôpital et un foyer pour personnes âgées où travaille le quart de la population locale. Le secteur de la santé est un important pôle d'attraction, les institutions étant constamment à la recherche de médecins et d'infirmières. Enfin, Notre-Dame-de-Lourdes, par le biais du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) dont elle fait partie, s'implique dans ce qu'elle appelle « l'immigration commerciale », c'est-à-dire la recherche d'immigrants investisseurs qu'on encourage à venir s'établir dans la région.

Un troisième terrain d'étude est Clare, en Nouvelle-Écosse. Clare a été constitué de la fusion de 25 villages sur une distance de 50 km, dans la Baie Sainte-Marie, à environ 280 km d'Halifax. La pêche y est l'activité économique centrale, à laquelle sont associées plusieurs usines à poisson, et ce, bien que ce secteur ait connu une baisse d'activité depuis quelques années. L'industrie forestière y est aussi, depuis longtemps, un secteur économique important, et on trouve également de petites manufactures de produits divers. Clare est également le lieu de l'Université Sainte-Anne, la seule université francophone de Nouvelle-Écosse. Cette dernière joua et joue encore un rôle important dans l'attraction d'immigrants, notamment des professeurs.

Enfin, le dernier terrain étudié est celui de Brooks, Alberta, petite ville située à 185 kilomètres à l'est de Calgary. Si, traditionnellement, la région s'est développée grâce à l'industrie du blé, la découverte de pétrole dans les années soixante en changea profondément l'économie. Brooks profita de la manne provinciale, d'abord par la découverte de quelques puits de pétrole dans la région, mais aussi, et surtout, parce

que cette industrie extrêmement lucrative a entraîné, comme partout en Alberta, une pénurie de main-d'œuvre dans les autres secteurs. Dans le cas de Brooks, cette demande de main-d'œuvre se voit principalement à *Lakeside*, une usine d'abattage et d'emballage de bœuf qui emploie de nombreux travailleurs immigrants et qui, à elle seule, a attiré suffisamment d'immigrants pour changer radicalement le paysage démographique. En effet, cette petite ville, jadis homogène sur les plans ethnique et linguistique, est devenue une ville relativement multiculturelle où l'on retrouve un nombre considérable d'immigrants d'expression française qui construisent au jour le jour la communauté francophone de Brooks.

Le tableau comparatif 1 regroupe les caractéristiques démographiques les plus pertinentes. Pour les trois premiers terrains, nous remarquons une baisse de la population entre les deux derniers recensements. Ce déclin démographique se combine à une population âgée, en particulier dans les cas de Gravelbourg et de Notre-Dame-de-Lourdes, où le pourcentage de personnes de 65 ans et plus avoisine et même dépasse les 30 %, alors que cette proportion n'est que de 13 % pour l'ensemble du Canada¹¹. Or, dans le cas de Brooks, la situation est inversée : comme le reste de l'Alberta, cette petite ville connaît une croissance sans précédent de sa population, cette dernière demeurant en outre assez jeune. Brooks présente donc une dynamique démographique très différente des trois premiers cas.

De même, les trois premiers terrains se distinguent par leur pourcentage relativement élevé de francophones. Notre-Dame-de-Lourdes et Clare sont considérées comme des municipalités francophones; dans le cas de Gravelbourg, même si les francophones ne forment pas la majorité, il est tout de même souvent possible d'y recevoir des services en français. Inversement, on trouve très peu de services en français à Brooks, qui est en fait une municipalité anglophone. Toutefois, cette ville reçoit depuis peu un nombre assez important d'immigrants francophones, principalement des immigrants de seconde destination originaires d'Afrique subsaharienne. Malgré tout, ce récent afflux de francophones n'a pas été suffisant pour changer la réalité linguistique de la ville.

Les objectifs de l'immigration

Les objectifs que poursuivent les acteurs en voulant favoriser l'immigration divergent quelque peu d'un terrain à l'autre, mais nous retrouvons aussi certaines constantes importantes. Ces motifs peuvent dépendre de nombreux facteurs, particuliers à chacun. La situation démographique difficile de certains terrains d'étude, c'est-à-dire la

	Gravelbourg	Notre-Dame	Clare	Brooks
Population	1 190	619	9 067	11 609
Variation de 1996 à 2001	-2,2 %	-0,2 %	-2,5 %	+15 %
Personnes âgées de 65 ans +	28,5 %	33,0 %	18,0 %	8,5 %
Proportion de francophones	35,3 % ⁱ	81,4 % ⁱⁱ	68,3 % ⁱⁱⁱ	2 % ^{iv}

Tableau 1. Données démographiques des municipalités

Source (sauf indication contraire) : Statistique Canada, recensement de 2001

- i Statistique Canada, « Profil des communautés de 2001 - Gravelbourg, - Première(s) langue(s) parlée(s) et encore comprise(s) », *Site de Statistique Canada*, [en ligne], www.statcan.ca (consulté en mars 2006).
- ii Village de Notre-Dame-de-Lourdes, « Statistiques », *Site du village de Notre-Dame-de-Lourdes*, [en ligne], <http://www.notre-dame-de-lourdes.ca/statistiques.html> (consulté en mars 2006).
- iii Communauté acadienne et francophone de la région municipale de Clare, *Profil communautaire 2005*, p. 11, [en ligne], <http://www.cdene.ns.ca/docs/profilclare.pdf> (consulté en juin 2005).
- iv Ces données non officielles sont issues d'estimations de l'Association francophone de Brooks. Si nous avons recours à des estimations de 2006, c'est que la croissance démographique de Brooks fut si rapide que le dernier recensement effectué par Statistique Canada en 2001 est déjà bien dépassé. Concernant le nombre de francophones, les estimations de l'Association francophone de Brooks font état d'un nombre approximatif de 250 francophones, soit 200 immigrants et une cinquantaine de Canadiens francophones originaires d'autres provinces.

baisse de la population et son vieillissement, explique en grande partie pourquoi certains acteurs locaux désirent faire appel à un plus grand nombre d'immigrants pour contrer le phénomène. En fait, ce sont deux problèmes connexes au déclin démographique que les acteurs espèrent le plus résoudre grâce à une immigration accrue. D'abord, pour combler le manque de main-d'œuvre et pour revitaliser la communauté au niveau économique, on souhaite encourager la venue, dans la région, d'une population immigrante capable de travailler. Cette volonté d'augmenter la population active s'accompagne de celle de voir s'accroître la population en général : une trop grande diminution de la population pourrait en effet entraîner la disparition de services à la population dans la région, services dont les coûts ne seraient alors plus justifiés, en raison d'une demande devenue insuffisante. Ce bienfait économique de l'immigration est mentionné par presque tous les répondants. Ces motivations économiques peuvent prendre deux

grandes formes. Ainsi, si elles sont le plus souvent liées à la main-d'œuvre, certaines initiatives d'attraction d'immigrants en milieu rural constituent plutôt une tentative de favoriser une immigration plus commerciale, celle d'investisseurs qui viendraient dans la région pour y démarrer de nouvelles entreprises. C'est le cas à Notre-Dame-de-Lourdes en particulier, qui a l'appui du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), un regroupement de 16 municipalités qui vise principalement les investisseurs d'Europe francophone.

Le deuxième problème que l'on tente de résoudre à l'aide de l'immigration est lui aussi lié au déclin démographique, mais dans la mesure où ce déclin est conjugué à la particularité du milieu minoritaire que constitue la francophonie hors Québec. En effet, dans le cas des francophones en milieu minoritaire, la baisse de population est encore plus dramatique, car elle apporte avec elle la menace de disparition d'écoles françaises ou la diminution de services en français dans la région, situation dont les acteurs locaux sont très conscients. Ainsi, environ le tiers des répondants locaux a indiqué qu'il fallait impérativement une immigration francophone pour combler ce déficit démographique particulier. De ce point de vue, le discours des acteurs locaux interrogés fait écho à celui des associations francophones minoritaires¹². Toutefois, ces dernières accordent une importance primordiale à la revitalisation démographique francophone (bien avant les questions économiques), alors que l'enjeu démographique, même s'il est présent, demeure secondaire chez la majorité des répondants. Pour ceux-ci, si les nouveaux arrivants parlent le français, cela constitue certes un atout, mais ces répondants considèrent toutefois que les exigences linguistiques ne devraient pas mettre un frein à l'arrivée de main-d'œuvre, qui demeure leur principal objectif en matière d'immigration. En ce sens, les motivations de ces répondants sont probablement assez similaires à celles des acteurs de communautés rurales qui ne sont pas en situation minoritaire.

Analyse du discours des acteurs locaux et des immigrants : attraction, accueil et rétention et intégration

L'attraction

Le premier constat qui émerge des discours des acteurs locaux concernant l'attraction est que, malgré le fait que pratiquement tous les acteurs s'entendent sur les bienfaits de l'immigration pour leur collectivité, il n'existe aucune stratégie d'action concertée entre les acteurs.

Nous ici, ça n'a pas tellement été une stratégie de toute la ville, mais c'était plutôt des initiatives personnelles. Comme la compagnie *Trailtech* qui a fait venir des immigrants, par exemple. [...] Mais cette compagnie est vraiment la seule qui ait vraiment un plan pour faire venir du monde ici. Les autres immigrants qui sont ici, c'est des gens qui sont venus principalement pour des offres d'emploi. (homme, Gravelbourg)

C'est ainsi que se développe l'attraction dans l'ensemble des terrains étudiés : on fait confiance aux différents acteurs, individuellement, pour encourager la venue d'immigrants selon les besoins de ces acteurs. L'attraction des immigrants est donc plutôt le fruit d'initiatives privées, provenant principalement des entreprises et des institutions d'enseignement ou de santé qui manquent d'effectifs. La plupart du temps, cette attraction se fait par des méthodes indirectes et peu coûteuses, comme, par exemple, des offres d'emplois affichées dans certains journaux et sur Internet. Toutefois certains, notamment ceux qui recherchent de la main-d'œuvre spécialisée, se rendent directement à l'étranger pour tenter de recruter des immigrants. Certes, peu d'acteurs en ont les moyens, mais nous retrouvons cette technique de recrutement dans les trois terrains plus proprement francophones. Ainsi, une entreprise de Gravelbourg l'a fait, tel qu'indiqué plus haut; dans le cas de Notre-Dame-de-Lourdes, des représentants du CDEM se sont rendus en Europe pour tenter d'attirer des entrepreneurs immigrants; des comités de médecins et représentants de l'Université Sainte-Anne à Clare se sont également rendus à l'étranger pour recruter des médecins et des étudiants.

Du côté des immigrants, les expériences d'attraction sont donc assez disparates. Certains furent recrutés directement : on alla les chercher pour leur proposer de s'installer dans la communauté—mais cela semble rarement le cas des immigrants francophones. La majorité des immigrants interrogés est venue en répondant à des offres d'emplois. Certains répondants immigrants sont d'ailleurs assez critiques à l'égard des annonces concernant les emplois disponibles et les sites Internet incitant à l'immigration : il se dégage une impression de manque d'information, et de fausse représentation de la communauté dans laquelle ils allaient s'établir, en particulier en ce qui concerne la situation linguistique. Ainsi, on aurait tendance à grandement vanter les mérites de la municipalité, de la région ou même de la province, et on négligerait d'informer les gens sur les particularités de l'endroit, à un tel point que certains immigrants parlent de désinformation.

Aussi, je déplore le manque d'information sur le Net. Les assurances autos sont les plus chères au Canada, mon garçon de 18 ans ira bientôt à [l'université] et les études ici sont hors de prix (alors qu'en France elles sont gratuites), etc. Il faut nous mettre au courant de ces différences avant le départ. (femme, Notre-Dame-de-Lourdes)

Cette absence de concertation des efforts d'attraction des divers acteurs locaux d'une même communauté présente plusieurs inconvénients. Premièrement, il semble probable que la dispersion des initiatives entreprises nuise à leur efficacité, entraînant vraisemblablement une multiplication des coûts et un dédoublement des efforts. Ceci se produit par exemple lorsqu'une entreprise d'une communauté donnée envoie des recruteurs à l'étranger sans en faire bénéficier le centre de santé de l'endroit, qui envoie lui aussi, mais séparément, de ses représentants pour tenter de recruter des médecins. Deuxièmement, ce ne sont pas tous les acteurs qui peuvent se permettre de faire cavalier seul. Certes, les grosses entreprises ou institutions peuvent se déplacer à l'étranger pour attirer des immigrants, mais les plus petites n'ont évidemment pas les mêmes ressources, de sorte qu'elles se voient souvent limitées au niveau des moyens d'attraction. Troisièmement, et c'est peut-être là le principal écueil pour les minorités francophones, l'absence de concertation entre les initiatives dans la communauté a pour effet que les initiatives d'attraction se font sans nécessairement tenir compte des priorités linguistiques des acteurs communautaires.

[L'attraction] s'est faite à l'extérieur d'une poussée de la communauté francophone. C'est plutôt un développement économique que la communauté. Et comme communauté francophone, on aimerait que [l'usine] fasse des démarches au niveau de la francophonie. La compagnie n'a aucune préférence, tant que les employés puissent communiquer en anglais ou en français, car la plupart des employés sont bilingues. (homme, Gravelbourg)

En effet, les acteurs du monde municipal, des instances religieuses ou d'organismes communautaires disent vouloir augmenter le bassin de francophones en attirant une immigration majoritairement d'expression française, mais, quoique généralement très influents dans leur communauté, ils demeurent relativement impuissants dans le domaine de l'immigration, car les méthodes et techniques d'attraction ne font pas partie de leurs compétences immédiates. Ce sont d'autres acteurs qui ont les ressources nécessaires pour entreprendre des initiatives d'attraction, de sorte que celles-ci répondent aux besoins de ces autres acteurs.

L'accueil

En ce qui a trait à cet axe crucial qu'est l'accueil pour les immigrants, nous remarquons en général, chez les acteurs locaux de tous les terrains étudiés, une très grande confiance dans le caractère spontanément convivial de la collectivité. On croit la communauté accueillante, et on ne semble pas avoir cru nécessaire de mettre en place des structures d'accueil plus formelles destinées aux nouveaux arrivants. Les propos d'un acteur de Gravelbourg illustrent de façon éloquent ce optimisme :

Ce qui marche bien, c'est que les gens soient accueillants et qu'ils essaient d'être accommodants pour les immigrants pour les questions de logement, etc. [...] Ils sont très bien accueillis, dans le sens qu'on leur souhaite la bienvenue. (homme, Gravelbourg)

En général, les répondants semblent considérer que souhaiter la bienvenue aux immigrants lorsqu'on les croise dans la rue constitue une structure d'accueil suffisante. Cette confiance s'est traduite, dans tous les cas, par l'absence d'une véritable réception d'accueil pour les nouveaux arrivants qui soit orchestrée par l'ensemble de la communauté. Même si le discours des acteurs fait abondamment état de l'importance de l'accueil des immigrants, aucune mesure précise n'a été mise en place. Certes, d'occasionnelles réceptions sont organisées; mais c'est alors l'employeur qui a invité l'immigrant à venir s'établir dans la région qui les organise. L'accueil est donc laissé à la discrétion des diverses entreprises ou institutions, ce qui a pour effet que seuls quelques immigrants en profitent. En conséquence, certains immigrants interviewés dans le cadre de la recherche n'en avaient pas bénéficié. Cette absence de contact formel entre la communauté hôte et les nouveaux arrivants provoque, chez ces derniers, un grand mécontentement. Une simple réunion, entendons-nous parfois, aurait permis de faire les présentations, de se faire des contacts, des amis... Aussi, les immigrants déplorent le manque de soutien par la collectivité ainsi que la piètre orientation dans la communauté :

[...] il manque un comité d'accueil. Les nouveaux arrivants francophones à Gravelbourg ne savent pas nécessairement qu'il y a d'autres francophones et des services en français. Ce comité permettrait d'expliquer aux gens qu'ils ne sont pas perdus et qu'il y a beaucoup de francophones dans la communauté et que conséquemment, il y a une école française où leurs enfants peuvent aller. D'un autre côté, le comité pourrait également expliquer à des gens provenant d'Asie, par exemple, qu'il y a d'autres personnes venant de leur pays. Cela permettrait de rassurer les gens. (femme, Gravelbourg)

Ce manque d'orientation n'est toutefois pas le lot de tous les immigrants. Alors que certains ont été laissés à eux-mêmes depuis leur arrivée dans la communauté, d'autres avaient été orientés de façon adéquate par leurs nouveaux patrons ou collègues. Cette disparité est attribuable au fait que la responsabilité de l'orientation, comme celle de l'accueil, est laissée à l'employeur hôte. Non seulement cette façon de faire crée-t-elle des inégalités entre les immigrants, mais elle peut avoir d'autres conséquences, notamment l'épuisement des employeurs. Cet épuisement peut entraîner un découragement face à l'embauche de travailleurs immigrants :

Aussi, les immigrants, il faut les orienter, et vu qu'on n'a pas de structure d'accueil, eh bien ce sont souvent les employeurs qui doivent faire le travail de guide. Et ça, des fois, ça peut être très lourd. C'est pour ça qu'il y a des employeurs qui peuvent être découragés de faire venir du monde. (femme, Clare)

L'intégration et la rétention

Après l'attraction des immigrants et leur accueil, la troisième grande étape du processus consiste en leur intégration, qui devrait favoriser leur rétention, c'est-à-dire leur volonté de rester dans la région. Sur ce plan, les quatre cas étudiés sont assez diversifiés. Toutefois, un thème est commun à tous les terrains : les immigrants interrogés souhaitent une plus grande accessibilité à des cours d'anglais. En effet, dans ces milieux très minoritaires, les francophones, même originaires de l'endroit, ont besoin d'utiliser l'anglais pour fonctionner et pour avoir accès à certains services disponibles dans la communauté ou à l'extérieur de celle-ci. En conséquence, les immigrants qui n'ont pas déjà une connaissance minimale de la langue anglaise ne se sentent pas autonomes. De nombreux répondants immigrants déplorent l'absence d'information préalable sur cette réalité; le fait que l'on ait omis de les informer de cette situation avant leur départ est une de leurs principales doléances. C'est pourquoi ceux qui ne connaissent pas déjà l'anglais souhaitent que des cours soient mis à leur disposition afin de devenir fonctionnels dans leur communauté d'accueil.

[...] je dirais que si on veut plus d'immigrants francophones dans des régions comme ici, il faut vraiment donner des cours d'anglais. On dit qu'on est dans une région acadienne, mais tout se passe en anglais dès qu'on se tourne vers une petite ville comme Yarmouth. Et l'anglais, j'ai dû l'apprendre par moi-même, vraiment, il faudrait des cours d'immersion aux immigrants qui arrivent ici. Je crois que d'apprendre la langue, ça favorise l'intégration. [...] j'étais tout seul, et pour communiquer avec les services, j'avais de la difficulté. (homme, Clare)

Outre l'utilisation des services, c'est aussi pour tisser des liens sociaux avec leurs voisins anglophones que les immigrants souhaitent apprendre l'anglais. À ce propos, les immigrants de pratiquement tous les terrains se sont plaints des limites que leur faible connaissance de la langue anglaise imposait à leur vie sociale.

Bon, au niveau des anglophones, on n'a vraiment pas de contact.
Peut-être un peu au travail, mais pas beaucoup. (homme, Brooks)

Certes, en l'absence de connaissance de la langue anglaise, l'intégration potentielle de ces immigrants reste limitée à une partie de la population, soit la minorité francophone. Il semble que cette perspective puisse nuire à leur rétention, à plus long terme. En effet, nombre d'immigrants interrogés n'ont pas été préparés à vivre cette situation de minoritaire et ils en ressentent un certain malaise. Ils souhaitent non seulement s'intégrer à la minorité francophone, mais aussi, plus largement, à l'ensemble de leur lieu d'accueil (au-delà de la simple utilisation des services). Nous pouvons alors nous interroger sur la notion de communauté et nous demander à laquelle les immigrants souhaitent s'intégrer socialement. Peu informés des difficultés que la dualité linguistique du Canada suscite, notamment en milieu minoritaire, de nombreux immigrants souhaitent simplement s'intégrer aux deux ensembles, et ils ne les voient peut-être pas comme étant si distincts. Il y a lieu alors de se demander si les immigrants francophones tant prisés par les organismes viennent réellement gonfler les rangs de la francophonie en tant que telle ou surtout la population canadienne dans son ensemble. Cela dit, certains espèrent en fait ne pas être les seuls à faire un pas en direction de l'autre communauté linguistique et comptent aussi sur les anglophones pour faire des efforts de rapprochement :

Aussi, j'ai un projet par rapport à une école de langues. J'ai déjà enseigné le français, et il y a ici pas mal d'anglophones qui aimeraient apprendre le français. Je crois que ce serait bon, ça rapprocherait les communautés. (homme, Brooks)

Quoi qu'il en soit, la question de la langue est la seule préoccupation commune à tous les terrains, ce qui est attribuable au fait qu'ils aient tous les quatre été, justement, délibérément choisis en milieu minoritaire. Pour le reste, les paramètres de l'intégration divergent quelque peu d'un cas à l'autre.

Gravelbourg, plus inexpérimentée que les trois autres dans le processus d'immigration, a manifestement négligé les deuxième et troisième axes de l'immigration : en effet, confortés dans le premier axe

de l'immigration qu'est l'attraction, les acteurs de Gravelbourg semblaient considérer, en général, que cette étape représentait l'ensemble du processus, et que réussir à inciter un immigrant à s'installer à Gravelbourg constituait la fin du parcours de l'immigration. Il s'ensuit, évidemment, que peu d'immigrants de Gravelbourg se sentent intégrés à la communauté, et que nombre d'entre eux sont repartis. En outre, un répondant a mentionné que les différences culturelles ont parfois causé des frictions :

Nous avons déjà eu des professeurs marocains qui enseignaient dans une école catholique, et cela a causé un peu de [problèmes] et j'ai trouvé cela triste dans un sens [...]. J'ai été malheureux de cette situation. (homme, Gravelbourg)

À Notre-Dame-de-Lourdes, par contre, on semble avoir dépassé le stade où l'attraction est vue comme la seule tâche du processus qui incombe à la communauté : les acteurs sont davantage conscients de leur rôle dans l'intégration des immigrants, et bien que cette prise de conscience ne soit pas réellement accompagnée de mesures concrètes, les immigrants de Notre-Dame-de-Lourdes paraissent, en général, assez à l'aise dans leur communauté d'accueil. Il y a cependant certaines exceptions notables : quelques personnes affirment que leur intégration à la communauté est un échec total, ce qui pourrait évidemment se matérialiser par leur départ de la communauté, à court ou moyen terme, à l'instar de ce qu'on voit plus fréquemment à Gravelbourg. Mais la plupart des immigrants, des gens d'origine européenne d'expression française, semblent être dans ce petit village pour y rester. Cependant, leur proximité culturelle n'est probablement pas étrangère à cette facilité d'acceptation des immigrants européens par la communauté :

Nous, on n'a pas eu de choc culturel jusqu'à maintenant... on a une famille du Maroc qui est venue s'installer chez nous... et ils n'ont pas été persécutés... c'est relativement bien là, mais ils ne sont pas reçus avec tout à fait la même gentillesse... que les gens de France... (homme, Notre-Dame-de-Lourdes)

Quant à Clare, la population locale reconnaît depuis longtemps l'apport des immigrants. Certains sont présents dans la communauté depuis des décennies : il s'agit d'immigrants originaires de divers pays, tels l'Irak, l'Égypte ou la France, et qui disent avoir, en général, un fort sentiment d'appartenance envers leur communauté d'accueil. Des quatre études de cas, c'est à Clare que les immigrants disent se sentir le mieux intégrés. Pourtant, comme pour les autres terrains, aucune mesure concertée et réfléchie destinée à favoriser leur intégration n'a

jamais été mise en place. Il semble toutefois que l'ouverture d'esprit des habitants à la différence, additionnée à une forte volonté des immigrants de s'établir, ait favorisé la réussite de cette intégration.

Finalement, des quatre terrains étudiés, c'est manifestement à Brooks que l'intégration des immigrants est la plus ardue. Des communautés fermées sur elles-mêmes s'y sont spontanément créées, au point de créer une ghettoïsation. Personne, parmi les nouveaux arrivants francophones, ne paraît s'être véritablement intégré à la communauté, ni dans son ensemble, ni même seulement dans le réseau francophone. Les témoignages, tant des acteurs locaux que des immigrants, évoquent la présence de groupes ethnoculturels hermétiques : les immigrants (originaires d'Afrique subsaharienne pour la plupart) d'un côté, et la population dite blanche (locale ou originaire d'ailleurs au Canada) de l'autre. Ces deux groupes sont de plus resubdivisés au niveau de la langue : immigrants francophones séparés des immigrants anglophones; population blanche francophone isolée de la population blanche anglophone. Il s'ensuit qu'à Brooks, l'intégration d'un immigrant congolais, par exemple, prend souvent le sens d'intégration à la communauté immigrante francophone, donc à une infime minorité de la population. Il est vrai que l'immigration à Brooks est un phénomène très récent, et il sera intéressant d'observer au fil du temps comment ces groupes évolueront et, peut-être, se rejoindront finalement. Mais pour l'instant, l'intégration d'un immigrant à la communauté de Brooks dans sa totalité semble être un défi très difficile à relever, difficulté partiellement attribuable à la fragmentation de la communauté d'accueil.

Quelques pistes d'action

Deux principaux enjeux émergent de façon récurrente des analyses qui précèdent : la concertation des efforts de la communauté et l'information concernant la situation de ces milieux minoritaires.

Premièrement, une meilleure concertation des efforts de la communauté en matière d'immigration devrait se faire à toutes les étapes du processus, tant au niveau de la stratégie que de la mise en commun des ressources, ce qui serait vraisemblablement bénéfique à long terme. Des organismes de plusieurs provinces œuvrent dans ce sens, et c'est aussi le cas pour un de nos quatre terrains. En effet, la municipalité de Clare a récemment mis sur pied un comité sur l'immigration, de façon à concentrer, dans un avenir plus ou moins rapproché, les efforts de toute la communauté au niveau de trois axes similaires à celles proposées ici. Cette initiative, amorcée il y a quelques mois et parrainée par la Fédération des Acadiens de la Nouvelle-

Écosse, suscite beaucoup d'enthousiasme de la part de nos répondants, dont plusieurs sont justement actifs au sein de ce comité.

- a) Nous avons vu comment l'absence de concertation se fait sentir déjà à l'étape de *l'attraction* et comment une planification commune permettrait d'être plus efficace, plus équitable et, peut-être, de répondre de façon plus adéquate aux divers besoins de la communauté, notamment l'augmentation du contingent de francophones, dans la mesure où ce besoin est reconnu par l'ensemble des acteurs. De même, cela permettrait de préparer conjointement une documentation d'information honnête sur la communauté d'accueil, à diffuser via Internet, afin que les immigrants puissent choisir la municipalité en toute connaissance de cause.
- b) Une meilleure concertation permettrait aussi de standardiser *l'accueil* et l'orientation des immigrants pour éviter que certains d'entre eux ne soient négligés durant le passage de cette étape cruciale. Certes, le cas de Clare nous montre que l'absence de planification à ce niveau n'est pas toujours rédhibitoire, mais nous avons vu qu'il reste hasardeux de ne se fier qu'à la bonne volonté spontanée de la communauté.
- c) Enfin, même au niveau de *l'intégration*, une meilleure planification concertée serait bénéfique. Par exemple, cela permettrait de mettre en place des mesures destinées à favoriser l'intégration des immigrants, telles que la participation des diverses associations présentes dans la communauté et des cours d'immersion en anglais pour les nouveaux arrivants.

Deuxièmement, ce dernier élément nous ramène à la question de la situation linguistique des communautés que nous avons retenues pour l'étude. Il apparaît impératif que les immigrants francophones potentiels soient honnêtement informés des difficultés de la vie en français en milieu minoritaire. Une concertation des efforts au niveau de *l'attraction* devrait inclure la préparation d'informations franches sur la communauté; ces informations devraient insister sur cette situation et clairement faire ressortir les particularités de la dimension linguistique. Ainsi, ceux qui choisiront cette destination seront les plus susceptibles d'y rester à long terme, en s'intégrant plus pleinement à la communauté francophone.

NOTES

- 1 Cette étude a été rendue possible grâce au financement du *Centre Métropolis Atlantique* et de la Faculté des études supérieures et de la recherche de l'Université de Moncton.
- 2 Les auteurs souhaitent reconnaître la participation de Parnel Dugas, étudiant en maîtrise en administration publique de l'Université de Moncton. Il a réalisé une partie des entrevues de cette étude.
- 3 Au sujet des organismes minoritaires, voir Nicole Gallant et Chedly Belkhdja (2005), « Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens au Canada », *Études ethniques au Canada*, vol. XXXVII, n° 3, p. 35–58. La plus récente initiative gouvernementale en la matière est le *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, préparé par le Comité directeur Citoyenneté Immigration Canada-Communautés francophones en situation minoritaire, septembre 2006.
- 4 L'Observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants publie des monographies sur l'immigration dans différentes petites municipalités, surtout du Québec. Du côté du Canada anglais, ce sont surtout des études du *Rural Development Institute* de l'Université de Brandon qui ont traité de l'immigration en milieu rural, notamment dans Ray Silvius et Robert Annis (2005), *Recommendations for Enhancing the Immigration Experience in the Rural West: Lessons from Research, Policy and Practice*, RDI Working Paper 2005–11, octobre, http://www.brandonu.ca/organizations/RDI/publications.asp#rural_immigration.
- 5 Chedly Belkhdja et Nicole Gallant (2004), « D'un déficit de diversité... à la production de la diversité : l'expérience immigrante francophone au Canada et au Nouveau-Brunswick », dans *La vie associative des migrants : quelles (re)connaissances? Réponses européennes et canadiennes*, sous la dir. de J. Gatugu, S. Amorantis et A. Manço, Paris : L'Harmattan, p. 79–94; Citoyenneté et immigration Canada (2003), *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, [en ligne] <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/etablissement/cadre-minoritaire.asp>.
- 6 Citoyenneté et immigration Canada (2006), « Vers la francophonie canadienne de demain. Sommaire des initiatives 2002–2006 pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire », *Site de Citoyenneté et immigration Canada*, [en ligne], <http://www.cic.gc.ca/francais/ausujet/integration/francophone/rapport/initiatives.asp>.

- 7 Citoyenneté et immigration Canada, « Document d'information—L'immigration favorise le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire—Communiqués août 2005 », *Site de Citoyenneté et immigration Canada*, [en ligne], www.cic.gc.ca/FRANCAIS/nouvelles/05/0508-f.html (consulté en septembre 2006).
- 8 Voir notamment Sophie Duchesne (2000), « Pratique de l'entretien dit "non-directif" », dans *Les méthodes au concret*, C.U.R.A.P.P., [Paris] : Presses universitaires de France.
- 9 Ces entretiens ont été réalisés par téléphone, entre l'automne 2005 et l'été 2006. En général, nous faisons de 7 à 15 entretiens téléphoniques par terrain d'étude.
- 10 Pour un exemple de ce type de tentative de développement d'une stratégie unique, voir Nord Sud Org et Carrefour d'immigration rurale (2006), *Recherche et consultation pour le développement d'une stratégie des services d'établissement pour les personnes immigrantes en région francophone du Nouveau-Brunswick*, juin.
- 11 Statistique Canada, « Recensement de 2001—Âge et sexe, répartition en pourcentage pour les deux sexes pour le Canada, les provinces et les territoires », *Site de Statistique Canada*, [en ligne], www.statcan.ca (consulté en août 2006).
- 12 Gallant et Belkhodja, *op. cit.*, *Études ethniques du Canada* et Nicole Gallant, « Organisations francophones minoritaires et immigration », *Atlantic Metropolis Centre Working Paper Series*, à paraître.

RÉFÉRENCES

- Association canadienne-française de l'Alberta, *Rapport annuel : Rond Point 2005*, [en ligne], http://www.acfa.ab.ca/documents/rapports_annuels/Rapportannuelrp2005.pdf (consulté en juin 2006).
- Belkhodja, Chedly et Nicole Gallant (2004), « D'un déficit de diversité... à la production de la diversité : l'expérience immigrante francophone au Canada et au Nouveau-Brunswick », dans *La vie associative des migrants : quelles (re)connaissances? Réponses européennes et canadiennes*, sous la dir. de J. Gatugu, S. Amorantis et A. Manço, Paris : L'Harmattan, p. 79–94.
- Citoyenneté et immigration Canada (2003), *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, [en ligne] <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/etablissement/cadre-minoritaire.asp>

- Citoyenneté et immigration Canada, « Document d'information— L'immigration favorise le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire—Communiqués août 2005 », *Site de Citoyenneté et immigration Canada*, [en ligne], www.cic.gc.ca/FRANCAIS/nouvelles/05/0508-f.html (consulté en septembre 2006).
- Citoyenneté et immigration Canada (2006), « Vers la francophonie canadienne de demain. Sommaire des initiatives 2002–2006 pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire », *Site de Citoyenneté et immigration Canada*, [en ligne], <http://www.cic.gc.ca/francais/ausujet/integration/francophone/rapport/initiatives.asp>.
- Duchesne, Sophie (2000), « Pratique de l'entretien dit “non-directif” », dans *Les méthodes au concret*, C.U.R.A.P.P., [Paris] : Presses universitaires de France.
- Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada, *Profil de la communauté francophone du Manitoba— 2^e édition*, 2004, [en ligne], http://www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/90.pdf (consulté en mars 2006).
- Fontaine, Louise, *L'immigration francophone en Nouvelle-Écosse*, [en ligne], http://fane.networkcentrix.com/media_uploads/pdf/3899.pdf (consulté en mai 2006).
- Gallant, Nicole et Chedly Belkhodja (2005), « Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens au Canada », *Études ethniques au Canada*, vol. XXXVII, n° 3, p. 35–58.
- Gallant, Nicole (à paraître), « Organisations francophones minoritaires et immigration », *Atlantic Metropolis Centre Working Paper Series*.
- Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, *Stratégie de la Nouvelle-Écosse en matière d'immigration*, [en ligne], http://www.novascotiaimmigration.com/images/meetings/Immigration_Fre_web.pdf (consulté en juin 2005).
- Gouvernement du Canada, *Site officiel des francophones du Manitoba*, [en ligne], <http://www.franco-manitobain.org/index.html> (consulté en mars 2006).
- Nord Sud Org et Carrefour d'immigration rurale (2006), *Recherche et consultation pour le développement d'une stratégie des services d'établissement pour les personnes immigrantes en région francophone du Nouveau-Brunswick*, juin.

- Roy, Jean-Olivier, sous la direction de Chedly Belkhodja et Nicole Gallant (à paraître), *L'immigration rurale en milieu minoritaire—Gravelbourg, Saskatchewan*, Observatoire canadien dans les zones à faible densité d'immigrants, Université de Sherbrooke.
- Roy, Jean-Olivier, sous la direction de Chedly Belkhodja et Nicole Gallant (2006), *L'immigration rurale en milieu minoritaire—Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba*, Observatoire canadien dans les zones à faible densité d'immigrants, Université de Sherbrooke.
- Roy, Jean-Olivier, sous la direction de Chedly Belkhodja et Nicole Gallant (à paraître), *L'immigration rurale en milieu minoritaire—Clare, Nouvelle-Écosse*, Observatoire canadien dans les zones à faible densité d'immigrants, Université de Sherbrooke.
- Roy, Jean-Olivier, sous la direction de Chedly Belkhodja et Nicole Gallant (à paraître), *L'immigration rurale en milieu minoritaire—Brooks, Alberta*, Observatoire canadien dans les zones à faible densité d'immigrants, Université de Sherbrooke.
- Silvius, Ray et Robert Annis (2005), *Recommendations for Enhancing the Immigration Experience in the Rural West : Lessons from Research, Policy and Practice*, RDI Working Paper 2005–11, octobre, http://www.brandonu.ca/organizations/RDI/publications.asp#rural_immigration.
- Statistique Canada, « Recensement de 2001—Âge et sexe, répartition en pourcentage pour les deux sexes pour le Canada, les provinces et les territoires », *Site de Statistique Canada*, [en ligne], www.statcan.ca (consulté en août 2006).